



Arrêt

**n° 82 115 du 31 mai 2012
dans l'affaire X**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté.

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 janvier 2012 par X, qui déclare être de nationalité turque, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de retrait de séjour avec ordre de quitter le territoire, prise le 21 décembre 2011.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « la Loi ».

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 convoquant les parties à l'audience du 27 mars 2012.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la requérante assistée par Me J. BERTEN, avocat, , et Me B. PIERARD loco Mes D. MATRAY et C. PIRONT, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 17 mars 2010, la requérante a introduit une demande de visa auprès de l'ambassade de Belgique à Ankara (Turquie) en vue d'un regroupement familial. Le 29 juillet 2010, le visa lui a été accordé. La requérante a été admise au séjour le 5 janvier 2011.

1.2. Le 21 décembre 2011, une décision de retrait de séjour avec ordre de quitter le territoire a été prise à l'encontre de la requérante. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« *MOTIF DE LA DECISION : (1)*

L'intéressée ne remplit plus une des conditions de l'article 10 de la loi (art. 11, §2, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi) :

En effet, l'étranger rejoint ([...]) bénéficie des revenus d'un Centre Public d'Action Sociale (Attestation de Centre Public d'Action Sociale de Liège du 25.10.2011, nous informe que l'époux bénéficie d'un montant de 503,39 euros depuis le 01.07.2009).

Que ce montant est insuffisant pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille.

Que la Loi stipule que l'évaluation des moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants tel que prévu au §5 dudit article 10 ne tient pas compte des moyens provenant de régimes d'assistance complémentaires.

Notons que l'intéressée bénéficie également du Centre Public d'Action Sociale de Liège pour un montant de 503,30 euros depuis le 25.10.2010 (Attestation du CPAS du 25.10.2011).

Notons également que le dossier administratif ne contient aucun élément permettant de considérer que l'intéressée n'a plus d'attaches familiales, culturelles ou sociales avec son d'origine ».

2. Question préalable.

2.1. Le Conseil rappelle que l'article 39/79, § 1^{er}, de la Loi, dispose que, sauf accord de l'intéressé, aucune mesure d'éloignement du territoire ne peut être exécutée de manière forcée à l'égard de l'étranger pendant le délai fixé pour l'introduction du recours (en annulation) contre les décisions visées à l'alinéa 2 ni pendant l'examen de celui-ci, et que de telles mesures ne peuvent être prises à l'égard de l'étranger en raison des faits qui ont donné lieu à la décision attaquée.

Le Conseil constate que la décision attaquée constitue une décision de retrait de séjour avec ordre de quitter le territoire visée par ledit article 39/79, § 1^{er}, alinéa 2.

Il en résulte que le recours en annulation introduit par la requérante est assorti d'un effet suspensif automatique, de sorte que cette décision ne peut pas être exécutée par la contrainte.

2.2. En conséquence, la partie requérante n'a pas d'intérêt à la demande de suspension de l'exécution qu'elle formule en termes de recours. Cette demande est, partant, irrecevable.

3. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante prend un moyen unique « [...] de la violation de l'article 8 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits fondamentaux, et de l'article 23 du Pacte internationale (sic) de New York, sur les Droits Civils [sic] ».

Elle énonce que la requérante est l'épouse de monsieur [B.], admis au séjour en Belgique, et qu'en conséquence « [...] la mesure de retrait de séjour (sans qu'elle soit assortie d'un retrait de séjour du mari) met gravement en danger la vie familiale et personnelle de la requérante, l'empêchant de vivre sa vie conjugale ». Elle demande alors au Conseil « [...] d'interroger la Cour Constitutionnelle de Belgique et la Cour internationale des droits de l'Homme à Strasbourg, sur la conformité des nouveaux articles 10 et 11 de al [sic] loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire [sic], avec les articles 8 et 12 de la Convention Européenne de Sauvegarde [sic], et 23 du Pacte International de New York sur les droits Civil [sic] ».

4. Discussion.

4.1. A titre liminaire, le Conseil rappelle que, selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat à laquelle il se rallie, l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (cf. notamment C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006).

Le Conseil constate qu'en l'occurrence, la partie requérante s'abstient, dans sa requête, de démontrer en quoi l'acte attaqué violerait l'article 23 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en sorte que le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de cette disposition.

4.2.1. Le Conseil rappelle que l'article 8 de la CEDH dispose comme suit :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

4.2.2. Il ressort, de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme que le lien entre des conjoints est présumé (Cfr. Cour EDH, 21 juillet 1988, *berrehab/Pays Bas*, § 21 ; Cour EDH, 28 novembre 1996, *Ahmut/Pays Bas*, § 60). En l'occurrence, il ressort du dossier administratif que la requérante a contracté mariage avec son époux le 28 octobre 2009 et que la réalité de la vie familiale alléguée n'est pas remise en cause par la décision. Dès lors, le Conseil constate que l'argument de la partie défenderesse, dans sa note d'observations, selon lequel, « [...] la partie requérante n'explique par ailleurs pas pourquoi elle ne pourrait poursuivre sa vie familiale ailleurs qu'en Belgique, [...] ». En effet, rien n'indique pourquoi la personne rejointe, qui ne travaille pas, ne pourrait suivre la partie requérante au pays d'origine », tend à compléter a posteriori la motivation de la décision querellée, ce qui ne saurait être admis.

4.2.3. Etant donné que la décision attaquée est une décision mettant fin à un séjour acquis, la Cour EDH admet qu'il y a ingérence et il convient de prendre en considération le deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans cette dernière perspective, il incombe à l'autorité de montrer qu'elle a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte. En l'espèce, la partie défenderesse ne pouvait ignorer qu'il existait des risques que la prise de l'acte attaqué puisse porter atteinte à un droit fondamental protégé par des instruments juridiques internationaux liant l'Etat belge, à savoir, l'article 8 de la Convention précitée, il lui incombait donc, à tout le moins, de procéder à un examen attentif de la situation et de réaliser la balance des intérêts en présence.

Or force est de constater qu'il ne ressort nullement de la motivation de la décision attaquée, ni même du dossier administratif, que la partie défenderesse eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte, ni qu'elle a procédé à une mise en balance des intérêts en présence, au regard de la situation familiale actuelle de la requérante et de son mari. A cet égard, la partie défenderesse avait parfaitement connaissance des éléments de vie familiale menée en Belgique par la requérante avec son époux, dans la mesure où elle lui a reconnu un droit de séjour suite à leur mariage et n'entend y mettre fin que pour assurer le respect des conditions spécifiquement prévues à l'article 10 précité.

4.2.4. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil estime que la partie défenderesse ne s'est pas livrée, en l'espèce, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance au moment de prendre les actes litigieux, et que la violation invoquée de l'article 8 de la CEDH doit, dès lors, être considérée comme fondée.

4.3. Il ressort à suffisance de l'ensemble de considérations émises dans les points qui précèdent qu'en ce qu'il est pris de la violation de l'article 8 de la CEDH, le moyen est fondé et suffit à justifier l'annulation de la décision querellée.

Il n'y a pas lieu d'examiner les autres développements du moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La décision de retrait de séjour avec ordre de quitter le territoire, prise le 21 décembre 2011, est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente-et-un mai deux mille douze par :

Mme C. DE WREEDE,	président f. f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK,	greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

C. DE WREEDE